

## Gouvernance et pouvoirs dans le Centre historique de Mexico. Le commerce ambulants au cœur des nouveaux compromis sociopolitiques

Carlos Alba, El Colegio de México  
Pascal Labazée, IRD – Bordeaux, México

Au cours des dernières années, le Centre historique de la ville de Mexico a connu de profondes transformations, contradictoires et génératrices de conflits, tenant d'une part aux politiques publiques et initiatives privées de revalorisation du patrimoine historique, de l'habitat et des activités culturelles, d'autre part à la dégradation de l'emploi et des niveaux et conditions de vie des résidents, enfin aux mutations du tissu économique d'un quartier qui fut l'un des moteurs de l'activité de la capitale. Parmi ces transformations figure la prolifération du petit commerce de rue – plus de 35 000 points de vente à la fin de l'année 2005 –, et simultanément, la disparition de nombre de manufactures et d'unités de commerce de gros, demi gros et détail qui approvisionnaient, jusqu'au milieu des années 1980, les classes moyennes du District fédéral et d'importants circuits nationaux de redistribution. Partant du constat que le commerce ambulants et ses organisations se sont imposés comme une force économique et politique majeure, la communication exposera les nouvelles fractures et alliances apparues entre les acteurs présents ou impliqués localement, qui modifient le type de gouvernance territoriale et les « compromis composites » prévalant jusqu'alors.

On rappellera, dans une première partie, la nature du compromis sociopolitique existant entre les principaux acteurs du Centre historique jusque dans les années 1980, et qui s'entendait comme une déclinaison localisée du compromis en vigueur dans la ville de Mexico. Le contrôle du PRI s'est en effet traduit par la soumission des associations et groupements patronaux et de travailleurs de ce quartier, notamment ceux des manufactures et du grand commerce. La prise en charge de l'entretien des infrastructures et des conditions minimales de sécurité permettait, en contrepartie, la préservation des fonctions économiques et résidentielles de la zone ainsi qu'une hausse régulière du prix du foncier et de l'habitat locatif favorable aux propriétaires. Menaçant d'une façon récurrente cette alliance, la venue de vendeurs ambulants fit l'objet, à des périodes diverses, de politiques volontaires de la part des autorités visant à les réinstaller dans des marchés et des places commerciales – en particulier sous l'ère de Ernesto Urruchurtu (1952-1966) et, plus récemment, sous la direction de Manuel Camacho Solís (1988-1993), et à faire assurer le contrôle des ambulants par un petit nombre d'associations liées au PRI.

On exposera dans un deuxième temps les principaux facteurs de la dilution de ce compromis pendant les années 1980 et 1990. En premier lieu, l'affaiblissement du corporatisme et du salariat d'entreprise, conjugué à diverses crises économiques, a affecté la base sociale sur laquelle le PRI s'appuyait localement. En second lieu, le tremblement de terre de 1985 a mené à la baisse des activités manufacturières, à l'appauvrissement des couches populaires résidant dans le Centre et à la dégradation de leur cadre de vie. En troisième lieu, l'ouverture politique s'est traduite, dans la ville de México et notamment dans le Centre historique, par la multiplication des associations de vendeurs ambulants et la concurrence entre partis pour s'en assurer le contrôle. Enfin, et en dépit des multiples programmes visant à réguler le petit commerce de rue <sup>(146)</sup>, celui-ci a proliféré et est

<sup>(146)</sup> Notamment le « Bando » réglementant strictement l'exercice du commerce de rue dans une partie du Centre historique (1993), le Programa de Reordenamiento del Comercio en Vía Pública (1998), le volet « Délégation Cuauhtémoc » du Programa Parcial de Desarrollo Urbano Centro histórico (2000), la création de

devenu l'un des piliers électoraux du PRD, parti dominant le District fédéral depuis 1997 et la délégation Cuauhtémoc dont le Centre dépend.

Une troisième partie sera consacrée aux conséquences de l'implantation massive du commerce ambulants sur le type de gouvernance territoriale du Centre Historique. Ces activités, qui mobilisent surtout des résidents de la périphérie de la métropole affectés par l'informalisation et la précarisation des emplois, imposent de nouveaux usages, principalement fonctionnels, de l'espace urbain, et ont remis en question les alliances entre les autorités et les propriétaires des commerces établis. De plus, le commerce de rue mobilise une part croissante de l'espace public et de l'habitat populaire, ce dernier étant souvent converti en aire de stockage, ce qui génère des tensions entre la fonction économique et résidentielle du Centre, et inverse la dynamique des prix du foncier et de l'habitat. Par ailleurs, la présence d'ambulants affecte la valorisation du patrimoine culturel concentré dans le Centre Historique, tant par les difficultés d'accès aux sites et musées que par les réticences des investisseurs, privés et publics, à réhabiliter l'habitat ancien dans les zones à forte densité commerciale. Enfin, ces activités ont converti le Centre en zone de petite distribution et de stockage intermédiaire dépendante des réseaux commerciaux du quartier Tepito, situé au Nord et dominant l'importation, le stockage en gros et l'approvisionnement en produits de contrebande et de contrefaçon.

En dernière partie, on tentera de caractériser la nouvelle forme de gouvernance territoriale à l'oeuvre dans le Centre historique. A partir des années 1980, les partis ayant exercé le pouvoir dans le District Fédéral ont recherché dans le secteur informel – ambulants, vendeurs des *tianguis*, petits transporteurs, etc. – les nouveaux acteurs en mesure de servir leur politique électorale. L'affirmation de liens denses et complexes entre le commerce de rue et les pouvoirs locaux explique, au moins en partie, la progression du nombre des ambulants et des organisations qui les structurent, ainsi que l'écart entre les politiques publiques affichées de réhabilitation du Centre, et les pratiques – fondées sur un mixte de tolérance, de connivence, de prédation et de subordination – des autorités envers les ambulants. Ce nouveau compromis menace les alliances antérieures avec les entrepreneurs implantés dans le quartier et qui tendent désormais à quitter la zone, à s'insérer dans les circuits de commerce informel ou à s'organiser en groupes de pression face aux autorités et aux ambulants. Il rend enfin peu probable la réussite globale des politiques de réhabilitation de la fonction résidentielle du Centre, laissant place d'un côté à quelques opérations spéculatives dans l'est de la zone, où la sécurité est assurée et les ambulants non tolérés, tandis que les quartiers populaires de l'ouest, où la concentration du commerce de rue est la plus élevée, se dégradent. En dernier lieu, on soulignera l'instabilité de ce compromis, dont le contenu est l'enjeu de vifs débats politiques au plan de l'aire métropolitaine voire national : si la délégation et le District fédéral, qui en sont les concepteurs, sont contrôlés par le PRD, le pouvoir fédéral du PAN conserve encore d'importantes prérogatives, notamment en matière de sécurité et d'aménagement, sur le territoire du Centre historique ; tandis que le PRI, toujours dominant dans l'Etat de Mexico – dont proviennent une majorité de vendeurs ambulants –, conserve le contrôle de diverses organisations de vendeurs de rue.